



# PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI



**CONSTITUONS UN FRONT DE RÉSISTANCE À L'AUSTÉRITÉ** P.7

**ACTION SYNDICALE À MOLENBEEK** P.8

**STOP AU DÉMANTÈLEMENT DE LA SNCB** P.11

**IRAK : L'AVANCÉE DE L'EIL** P.12

# Se battre ensemble contre les licenciements et l'austérité

Depuis 2007, la faillite des banques et le déclenchement de la crise économique, les gouvernements imposent toujours plus de « mesures d'austérité » pour les travailleurs, dans le but d'augmenter le profit des entreprises, c'est-à-dire des actionnaires. Pendant que ceux-ci licencient massivement pour réduire leurs coûts, le gouvernement gèle les salaires, privatise les dernières entreprises publiques, morceau par morceau, et accroît la (ré)pression sur les travailleurs sans-papiers. Pour baisser les cotisations sociales des patrons, il a décidé de couper dans les caisses de la sécu en augmentant l'âge de la pension, en diminuant le montant et la durée des allocations de chômage, tout en limitant fortement leur accès, etc.

Ces mesures sont consolidées dans la 6e Réforme de l'État, qui scindent les droits sociaux des travailleurs par régions et communes pour mieux les démanteler, à l'image de la scission des allocations familiales. Dès le 1er juillet, des réductions de cotisations patronales (APE/ACS et groupes-cibles) seront octroyées suivant le lieu d'occupation des travailleurs, les mettant directement en concurrence salariale suivant leur région de travail. Et pour réprimer plus facilement la contestation sociale, les nouvelles Sanctions Administratives Communales (SAC) ont été mises en place.

Quel que soit la composition des nouveaux gouvernements (fédéral et régionaux), nous sommes devant une longue période de 4 ans avant les prochaines élections et tout indique que

ces attaques contre les travailleurs, avec ou sans emploi, vont se poursuivre et s'intensifier. Au lendemain des élections déjà, la Banque nationale a annoncé le chiffre de 14 milliards d'économies supplémentaires d'ici 2017... et une « indispensable » réduction des dépenses publiques, en visant premièrement les pensions ! Un mois plus tard, les enseignants ont appris que la crise des finances de la Communauté française engendrerait des coupes à hauteur d'au moins 300 millions d'euros dans l'enseignement, ce qui se traduirait nécessairement par des économies de personnel. Est-ce une manière de lutter contre l'échec scolaire ?

Suivant à la lettre les recommandations de la Commission européenne (juin 2014), les propositions de la N-VA reprennent les grands objectifs du patronat. L'indexation des salaires, les allocations de chômage et les pensions sont de nouveau clairement dans le collimateur. On le voit, chaque pas que font les « grands partis » vers la nomination d'un nouveau gouvernement fédéral est un pas vers l'appauvrissement des travailleurs. Récemment encore, avec les licenciements et les fermetures de magasins chez Delhaize et Cora, le grand patronat continue de détruire des forces productives pour retrouver son taux de profit.

Les drames sociaux s'accumulent, sans pour autant satisfaire les patrons, confrontés à une crise qui est loin de se terminer. Mais la résistance reste dispersée. Au milieu de cette situation de régression sociale, on constate une paralysie des luttes sociales et une grande

difficulté d'organiser l'action à la base, principalement en raison de l'immobilisme des bureaucraties syndicales CSC-FGTB. Bientôt la FGTB élira un nouveau secrétaire général, mais les candidats au poste sont tous des membres du PS. Comment résister à l'offensive si notre « général » travaille pour le camp adverse ?

Néanmoins, le fait que les travailleurs belges peinent à faire face aux attaques du gouvernement ne doit pas être isolé du contexte international. La situation explosive en Ukraine, les grands mouvements sociaux qui ont surgi au Portugal et en Espagne, le retour des luttes en Turquie contre le gouvernement Erdogan, la situation hyperconflictuelle qui perdure en Grèce, ainsi que les assemblées et manifestations de milliers d'activistes au Brésil durant la Coupe du Monde, sont les signes de nouvelles perspectives de luttes. Les travailleurs ne se résignent pas, gagnent de l'expérience face aux bureaucraties, prennent leur avenir en main. En Belgique comme dans le monde, le massacre perpétré par Israël à Gaza a instantanément fait sortir des milliers de personnes dans la rue.

Malgré la situation de relative paix sociale dans notre pays, continuons de promouvoir l'organisation à la base pour mobiliser les travailleurs et construire un large front de résistance contre les mesures d'austérité, le patronat et le gouvernement, jusqu'à les faire reculer, la seule façon d'avancer vers un changement radical de la société, où les travailleurs avec leurs organisations sont aux commandes. ■

## LIT-QI

**LA LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS** - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky.

Nous revendiquons la révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 25 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

## Elections nationales

*Contrairement à d'autres pays européens, en Belgique, il n'y a pas eu de vote-sanction contre la social-démocratie dans les élections du 25 mai dernier, malgré le fait d'avoir été à la tête du gouvernement et d'avoir appliqué des politiques d'austérité.*

### Les particularités du scrutin

Les élections ont donné une claire victoire à Bart De Wever et la N-VA. Le parti régionaliste flamand obtient 33 % des voix (+18 %), ce qui lui donne 33 élus au parlement fédéral. D'autre part, le PS reste le parti majoritaire en Wallonie et à Bruxelles, le MR et le cdH récupèrent quelques sièges, et Ecolo s'effondre, perdant la moitié de ses représentants. Ces résultats renforcent donc le clivage déjà existant dans notre pays entre « la gauche » au Sud et « la droite » au Nord.

L'autre élément important de ces élections est la percée du PTB, avec 8 élus (2 au fédéral, 2 en région wallonne et 4 à Bruxelles). Ce parti a attiré plus que jamais l'attention des médias, ainsi que d'un nombre important de militants ouvriers et de la gauche révolutionnaire.

L'extrême droite maintient sa présence. Le Vlaams Belang obtient 6 élus au parlement flamand, 3 au parlement fédéral et 1 au parlement bruxellois, et le Parti Populaire obtient un élu en Wallonie. L'ensemble des organisations et groupuscules de l'extrême droite arrive à près de 10 % des voix. Notons toutefois que la liste Dedeker disparaît et que le Vlaams Belang perd la moitié de ses voix, au profit de la N-VA.

### Statu quo du PS en Wallonie et confirmation de la N-VA en Flandre

Les résultats électoraux montrent une certaine stabilité dans le choix des électeurs. Le PS se retrouve une fois de plus à la tête des nouveaux gouvernements bruxellois et wallon, malgré les deux ans d'application des plans d'austérité. Plusieurs éléments peuvent être avancés pour essayer de comprendre cela. Il y a principalement le soutien d'un immense appareil syndical, la

## On rebat les cartes, mais ils gardent la main

FGTB, qui met toutes ses forces à disposition du PS. On a vu, par exemple, Anne Demelenne et Thierry Bodson appeler ouvertement à voter pour le PS, et à « ne pas disperser la gauche » en soutenant le PTB-go. De manière secondaire, la crise d'Ecolo (rôle passif dans les gouvernements, le photovoltaïque, rupture du Mouvement de Gauche, etc.) est un élément qui a donné des voix au PS, mais aussi au PTB.

La N-VA, pour sa part, sort renforcée avec la 6e réforme de l'Etat, sa principale revendication en 2010. Elle est perçue comme une organisation conséquente dans la défense des intérêts de la population flamande et la dénoncia-

parlement – a favorisé le PTB. Les syndicalistes à l'origine de l'appel n'ont pas soutenu directement cette liste. Mais la délégation de Caterpillar, ainsi que les métallos FGTB Hainaut occidental, ont appelé à voter pour le PTB. C'est une première que des secteurs syndicaux soutiennent ouvertement une liste se revendiquant de l'extrême gauche. La chute d'Ecolo représente aussi un certain déplacement de voix vers le PTB, qui parle aujourd'hui d'écossocialisme.

Ces élections belges, à différents niveaux, n'ont donc pas vraiment changé la donne et s'inscrivent plutôt dans une dynamique de continuité : les partis de

la bourgeoisie restent stables et ils vont continuer l'application des plans d'austérité et faire payer la dette publique à la population, aux travailleurs. La 6e réforme de l'Etat est un fait accompli et la bourgeoisie peut s'occuper du « socio-économique » avec un gouvernement de droite. Et pour canaliser le mécontentement de la population, elle dispose toujours du PS au sud du pays.

Reste à voir les positions que le PTB adoptera au parlement, qui devront être au service de la construction et la continuité des mouvements de lutte contre l'austérité. Pour certains travailleurs, l'arrivée du PTB au parlement constitue un espoir d'y être enfin représentés, mais nous mettons en garde que notre lutte ne peut pas se contenter de projets de loi « progressistes ». Notre lutte doit s'organiser dans les lieux de travail et dans la rue.

Quelles que soient les coalitions gouvernementales dans les régions ou au fédéral, l'immense majorité de la population ne peut compter que sur ses propres mobilisations pour freiner les nouvelles mesures d'austérité déjà annoncées. Et pour cela, il faudra impérativement avancer dans l'unification des luttes et dépasser le stade trop souvent sectoriel ou régional, ou même limité à une entreprise ou un lieu de travail. ■



tion de la corruption et du clientélisme du PS. Cependant, il faut signaler que ce parti a changé son discours vers la fin de la campagne, se centrant sur son programme socioéconomique et laissant de côté le thème de l'immigration. La N-VA ne voulait plus être le parti de la crise. Elle se veut une partenaire sérieuse face aux autres partis traditionnels pour assurer sa participation au prochain gouvernement.

### Le PTB entre au parlement

Le score du PTB, au-delà de ses attentes, exprime clairement un vote contre les politiques d'austérité, surtout en Wallonie (5,8 %) – en particulier, dans des villes ouvrières, anciens bastions de la social-démocratie, comme Seraing (16,1 %) et Liège (11 %) –, mais aussi à Bruxelles (3,9 %) et en Flandre (2,5 %). L'appui à l'appel de Charleroi – qui veut créer un relais politique au

# Un vote contre l'austérité, l'UE et l'euro, capitalisé par la droite

Le résultat des élections européennes est considéré par certains médias impérialistes comme un véritable séisme politique, sans parler de l'importante abstention, qui a atteint plus de 80 % dans certains pays.

La victoire de l'extrême droite du *Front national* (FN) de Marine Le Pen en France (25 % des voix), et celle de l'*United Kingdom Independence Party* (UKIP), le parti populiste de droite de Nigel Farage en Angleterre (29 %), d'une part, et la victoire électorale de Syriza en Grèce, d'autre part, sont un reflet de la polarisation sociale croissante dans le continent, une polarisation qui s'approfondit.

A ces deux éléments, il faut ajouter un troisième : la débâcle des partis issus de la social-démocratie. Ils ont une tendance générale à l'approfondissement de leur crise et ils essuient, à quelques exceptions près, une défaite comme parti au pouvoir.

Un fait incontestable est signalé partout : le résultat plus général de ces élections indique, malgré les inégalités et les contradictions nationales, un vote contre l'austérité et contre l'UE et l'euro, capitalisé par la droite, sauf dans le cas de la Grèce et l'Espagne.

## Un vote contre les gouvernements

Les partis au pouvoir qui appliquent des plans d'ajustement, qu'ils soient de la droite traditionnelle ou de la social-démocratie, ont subi une défaite cuisante, sauf en Allemagne et en Italie, où les partis au pouvoir ont été le plus votés. La CDU d'Angela Merkel a obtenu 35,30 %, contre 30 % en 2009, et le SPD est passé de 20 à 27 %, les deux partis participant à un gouvernement de coalition en Allemagne. Et la situation en Italie va dans le même sens, le *Partito Democratico* (PD) ayant obtenu 40 %, contre 26,13 % en 2009. Toutefois, en considérant l'ensemble du vote en Europe, le groupe parlementaire des chrétiens-démocrates (le Parti populaire européen - PPE) a chuté de 35,72 à 28,5 %. Les partis au gouvernement au Portugal ont connu le même sort : le *Partido Social Democrata* (PSD) et le *Centro Democrático e Social - Partido Popular* (CDS) ont chuté de 31,71 % en

2009 à 27,7 %, ce qui toutefois a été capitalisé par le *Partido Socialista* (PS), qui a grimpé de 26,53 % en 2009 à 31,5 %.

Le taux élevé d'abstention a encore augmenté. En Slovaquie, l'abstention a été de 87 % ; en République tchèque, de 80,5 % ; en Pologne, de près de 80 %. C'est-à-dire, dans toute l'Europe de l'Est soumise au pillage et à l'exploitation des pays impérialistes européens, en particulier de l'Allemagne, le taux d'abstention était beaucoup plus élevé que les chiffres globaux vantés par la presse.

Dans l'Ouest, le Portugal, avec 66 % d'abstention, et l'Angleterre, avec 64 %, expriment également le même phénomène, quoiqu'avec de profondes différences à l'intérieur de chaque pays. Dans les régions et les quartiers ouvriers des grandes villes, l'abstention est plus élevée, ce qui indique que de larges secteurs du prolétariat ont carrément refusé de voter.

De là, nous entrons dans le domaine du « séisme politique » proclamé partout. Le PASOK grec est tombé à la quatrième place, passant de 36,65 % en 2009 à 8 %. La crise devient grave ; on parle de vote historique dans l'histoire électorale de ces organisations, qui ont été le pilier des régimes de la démocratie bourgeoise européenne et qui étaient assimilées à l'état de bien-être qu'eux-mêmes sont en train de détruire, comme fer de lance du capital financier.

Les partis issus de la vieille social-démocratie, convertis en sociaux-libéraux, présentent l'UE comme un modèle d'intégration qui mettrait fin aux inégalités sur le continent. Mais ce sont leurs gouvernements qui ont imposé les « critères de Maastricht » et qui ont adopté la « stratégie de Lisbonne », mettant en œuvre, à partir des années 1990, l'ajustement structurel et la destruction des acquis historiques de la classe ouvrière. L'alternance au gouvernement avec les chrétiens-démocrates, en vigueur dans la plupart des gouvernements européens après la Seconde Guerre mondiale, arrive à son terme ; c'est l'événement le plus important de ces élections.

Mais ce processus n'est pas sans contradictions ; il libère des forces non uniquement à gauche.

## L'extrême droite capitalise le mécontentement social

La presse présente la victoire électorale de Nigel Farage (UKIP) en Angleterre et de Marine Le Pen (FN) en France comme un séisme provoqué par l'extrême droite. Le résultat électoral n'est qu'une facette de la réalité, mais le fait est qu'il y a eu un profond rejet de l'UE en France, capitalisé par le FN.

Le parti de Marine Le Pen est surtout connu pour ses positions racistes et xénophobes ; Mais ce discours n'est qu'une partie de leur agitation. Dans ces élections, le FN est descendu dans la rue pour défendre en outre autre chose ; il clairement mis à l'ordre du jour « *la sortie de l'euro et de l'UE. Nous devons restaurer notre monnaie nationale et les prérogatives de la Banque de France, pour stimuler nos exportations, notre industrie et l'emploi.* »

Le fait est qu'un quart des électeurs français ont voté pour cela. En d'autres termes, ils ont clairement voté pour la sortie de l'euro. Selon un journaliste, le programme du FN est « *une défense nostalgique des vieux Etats nation* ». En réalité, la nostalgie concerne le rôle occupé par l'impérialisme français à la tête de l'Europe.

Le national-impérialisme de Le Pen en veut à l'UE et réaffirme l'impérialisme français, qui se trouve actuellement en deuxième ligne dans l'UE. C'est pourquoi il est profondément réactionnaire. Il exprime la crise des petites et moyennes entreprises ruinées par la crise et la libre circulation des capitaux. Ces PME trouvent dans le FN et son discours anti-UE une explication pour leur ruine ; et c'est aussi le cas pour les chômeurs et la petite production agricole.

Le hold-up électoral que représente l'élection de Hollande - qui fait le contraire de ce qu'il a promis et met en marche un programme de coupes de 50 milliards d'euros dans le budget, le lendemain des élections municipales - a ouvert la voie pour le FN. Malheureusement, en France, il n'y avait aucun secteur de la gauche qui posait la nécessité de détruire l'Union européenne - cet instrument au service du capital financier européen, en particulier le français - à partir

d'une perspective anti-capitaliste et anti-impérialiste.

L'Allemagne n'est pas non plus restée à l'écart du phénomène politique qui a fustigé l'UE et l'euro, même si son cas n'a pas de commune mesure avec ce qui se passe en France ou en Angleterre. *Alternative für Deutschland* (AFD – Alternatif pour l'Allemagne), un parti issu d'une rupture dans la CDU, quelques mois avant les élections de 2013 dans ce pays, et qui prône ouvertement la rupture avec l'UE, a eu 7 % des voix. Et en Italie, le PD a bien eu la victoire, mais la deuxième place (21,2 % des voix) a été obtenue par le mouvement populiste et réactionnaire contre l'UE de Beppe Grillo, alors que la Ligue du Nord – un parti qui était sur le point de disparaître après les élections législatives de l'année dernière à cause de la crise de sa direction historique (Bossi) – a repris du poil de la bête. En prônant clairement la sortie de l'euro, en dé-



fense de l'impérialisme italien, sans oublier de mener une politique contre les immigrés, il a obtenu 6,16 % des voix.

Le résultat des deux formations qui revendiquent franchement le fascisme – Aube dorée en Grèce, avec 9,4 % des voix et trois députés élus ; et le Parti national-démocrate en Allemagne, un parti nazi, avec 1 % des voix et un député élu – est bien l'élément le plus inquiétant pour les travailleurs grecs et européens. Contrairement à l'extrême droite parlementaire, ces partis clairement fascistes essayent d'utiliser des méthodes de guerre civile contre le prolétariat, quoiqu'ils ne l'aient pas encore réussi. Ils sont le reflet d'un plus haut degré de polarisation sociale.

### La gauche réformatrice

En Grèce, la victoire électorale de Syriza – qui obtient 26,60 %, et à quoi il faut ajouter les 6 % du KKE et les 0,75 % d'Antarsya – la renforce comme une alternative électorale pour les prochaines élections générales. La plupart

des travailleurs voient dans ce parti un outil pour changer leur vie, en dépit de son programme de restructuration de la dette et de son refus de faire face à la nécessité d'une rupture avec la semi-colonisation de la Grèce.

En Espagne, le phénomène électoral de *Podemos* (7,97 %) – qui est devenu l'expression politique du 15M du mouvement des *Indignados* – est le fait nouveau le plus important des élections. Centré sur la figure de Pablo Iglesias (un professeur d'université, commentateur politique à la télévision), il a cinq députés élus. Bien que de nombreux éléments de son programme placent ce parti à la droite de *Izquierda Unida*, il apparaît non seulement comme l'expression de la crise sociale, mais également comme une manifestation du ras-le-bol avec les parties du régime, du cri « ils ne nous représentent pas » des manifestations, de l'usure de la démocratie bourgeoise et du bipartisme, ce qui n'est guère le cas de *Izquierda Unida*, qui gouverne avec le PSOE en Andalousie.

Si au score de *Podemos*, on ajoute le vote pour *Izquierda Unida* (9,99 %), le vote historique de *Esquerra Republicana* (le parti le plus voté en Catalogne) et le vote pour BILDU au Pays Basque, on se fait une idée du rejet des mesures de Rajoy et de l'UE, et de l'approfondissement de la crise du régime.

Les autres membres les plus importants du Parti de la Gauche européenne (PGE – un rassemblement de partis réformistes et néo-réformistes), non mentionnés ci-dessus, n'ont pas réussi à capitaliser la colère et la polarisation sociales, même s'ils ont obtenu un score important.

En Allemagne, Die Linke a obtenu 7,40 % des voix. En France, le Front de Gauche de Mélenchon a obtenu 6,34 %. En Italie, la coalition de *Sinistra e Libertà* (SEL - Gauche et Liberté) et *Refundación* (L'Altra Europa - l'autre Europe, avec Tsipras) a obtenu 4,3 %, un résultat bien en deçà du 6 % de 2009. Au Portugal, le *Bloco de Esquerda* (BE - bloc de gauche) a régressé de 10,72 % en 2009 à 4,56 % (une perte de 250.000 voix), alors que le *Partido Comunista Português* (PCP) est passé de 10,64 % en 2009 à 12,67 %, une croissance qui ne compense toutefois pas la perte du BE. Les partis à la gauche du Front de Gauche en France, le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA 0,3 %) et Lutte ouvrière (1 %), n'ont pas

obtenu des résultats comparables à ceux des élections précédentes.

### La campagne des sections de la LIT-QI

Nous pouvons être très fiers de la campagne des sections de la LIT qui ont participé pour la première fois aux élections européennes. Nos résultats sont modestes, mais ils ont confirmé la bataille politique pour un programme et la nécessité de construire une alternative de la classe ouvrière. Tant le MAS au Portugal comme *Corriente Roja* en Espagne ont ouvert leurs listes pour les militants des luttes.

Au Portugal, des camarades de la lutte du transport dans la ville de Porto et des militants des centres d'appels ont été intégrés dans les listes ; Le MAS a ainsi obtenu 12 440 voix (0,38 %).

*Corriente Roja*, qui a obtenu cinq mille voix, a également ouvert ses listes à des militants indépendants : des éboueurs de Madrid, deux mineurs des Asturies ; et en tête de liste, un travailleur d'UPS, symbole de la lutte contre les licenciements à Madrid.

### L'instabilité sur le continent continue

Finalement, le résultat de ces élections est déterminé par les quatre éléments décrits dans cet article, combinés de différentes manières et reflétant le degré de crise et d'ajustement structurel dans chacun des pays : la grande abstention, qui atteint des niveaux plus élevés dans l'Est, ne fait que confirmer une tendance à la baisse du nombre de votants aux élections européennes ; les partis des démocrates-chrétiens (PPE) et des sociaux-libéraux (PSE) qui gouvernent dans la plupart des pays européens perdent des voix, à de rares exceptions près (l'Allemagne et l'Italie) ; le néo-réformisme européen ne capitalise qu'une partie seulement de la crise, sauf en Grèce et en Espagne ; et la croissance de l'extrême droite – y compris les secteurs carrément fascistes – dans les pays centraux était le fait politique central. Mais quels que soient la forme et le poids de la combinaison des éléments cités ci-dessus, ces résultats n'annoncent dans aucun cas une période de stabilité politique. ■

Ricardo Ayala - le 1er juin 2014

Le texte ci-dessus est abrégé. Vous trouverez l'article complet sur notre site, [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be) onglet Europe.

Delhaize :

## diviser pour mieux régner

Le 11 juin dernier, la direction de Delhaize-Belgique annonçait dans un Conseil d'entreprise extraordinaire la suppression de 2500 des 14 878 emplois et de 14 des 138 magasins intégrés, afin de pouvoir investir 450 millions d'euros « pour mieux satisfaire les clients ».<sup>1</sup>

Le Groupe Delhaize, fondé par un des frères Delhaize en 1875, est maintenant piloté depuis les Etats-Unis, où se trouve l'implantation la plus importante. En mai, dans ce pays, le groupe a cédé son implantation en Floride à d'autres chaînes. En juin, il a vendu ses magasins en Bosnie et en Bulgarie. L'implantation en Belgique est la deuxième la plus importante du groupe, totalisant avec celle des Etats-Unis trois quarts du chiffre d'affaires, et c'est maintenant son tour à être attaquée. Elle ne faisait pas autant de bénéfices que son grand frère outre-Atlantique, en dépit du fait qu'elle ne paye que 0,15 % d'impôts, et le 29 mai, son patron, Dirk Van den Berghe, recevait donc son C4. Le 3 juin, il est remplacé par Denis Knoops, un cadre dévoué de la Maison depuis plus de vingt ans, qui devra « mettre de l'ordre ».

Le nouveau patron applique une mesure qui n'a rien de nouveau : pour augmenter les dividendes, il faut diminuer les « coûts salariaux » qui, entre 2012 et 2013, avaient augmenté de 30 millions, dont 19 millions pour « rémunérer » des directeurs qui perdaient leur job. Et un moyen envisagé est de vendre les marchandises sous un autre régime, de fermer des magasins intégrés et de les remplacer par des magasins franchisés. En Belgique, Delhaize exploite quelque 16.000 travailleurs dans un peu plus de 850 magasins. Mais il n'y a que 138 magasins gérés directement. Les autres, représentant 49 % du chiffre d'affaires en 2012, sont gérés par de petits patrons « indépendants » qui doivent assumer les risques du métier et essayer de rafler quelques miettes du bénéfice en faisant de leur mieux pour exploiter à leur tour de façon autonome les travailleurs. **C'est surtout une façon de diviser les travailleurs entre eux.** Ils sont repartis en petits groupes dans des entreprises où il n'y a pratiquement pas de syndicalisation, et leur contrat de travail est du ressort de commissions

paritaires différentes, avec des conditions de travail bien plus dures. Cela devient alors bien plus difficile d'entreprendre des luttes ensemble.

Il faut diviser les travailleurs entre eux pour mieux régner.

Les travailleurs des magasins ne tardent pas à réagir à l'annonce. Le jour même, dans beaucoup de supermarchés, ils entrent spontanément en grève. Le nouveau patron fait l'éloge des « vrais Delhaiziens » restés au travail, et au conseil d'entreprise extraordinaire du 18 juin, il est accueilli par une manifestation de 500 « Delhaiziens en solde ». Entre-temps, les partis qui se préparent pour gouverner « se limitent à l'énoncé de slogans et à la désignation de coupables ».<sup>2</sup> Le lendemain, 37 magasins restent fermés, dont 22 en Wallonie et 12 à Bruxelles, alors que le gouvernement wallon reçoit les patrons pour leur demander gentiment « d'assumer leurs responsabilités et de limiter au maximum les dégâts sociaux ».

Le 13 juin, le Premier ministre Elio Di Rupo, la ministre de l'Emploi Monica De Coninck et les vice-Premiers ministres rencontrent les délégations syndicales, alors que 33 supermarchés restent fermés. La solution du gouvernement est de... constituer un groupe de travail pour chercher une solution. Dans la FEB, les patrons profitent de l'occasion pour dire qu'ils avaient raison de dire que les salaires sont trop élevés, et il y en a qui les mettent en garde que c'est « scier la branche sur laquelle ils sont assis ».<sup>3</sup> Les actionnaires, toutefois, ne partagent pas cet avis. Le jour même de l'annonce de la restructuration, la cotisation du titre Delhaize a battu un record des trois dernières années.

Le samedi 14 juin, les directions syndicales, au lieu d'organiser la résistance et d'unifier une grande mobilisation, préparent les vacances. « Il n'y a aucune volonté de notre part de prolonger la phase d'information durant l'été », prévient Myriam Delmée, vice-présidente du Setca. « Les syndicats pourraient dès lors tenter d'obtenir une entrée dans le vif du sujet à la rentrée. Un moment où il leur sera plus aisé de mobiliser, si



les échanges tournent court. »<sup>4</sup> Mais ce n'était pas l'avis des « Delhaiziens ». Le mercredi 18 juin, ils étaient 500 devant le siège de Delhaize à Molenbeek, à l'occasion d'un nouveau Conseil d'entreprise extraordinaire, où Setca, CNE et CGSLB... présentaient en front commun une liste de questions dans une réunion qui n'a duré qu'un quart d'heure. Le lendemain, il y a encore une grève spontanée au centre de distribution de Ninove. Mais le vendredi 20, un chroniqueur du Soir constate que « tous les magasins sont à nouveau ouverts. La grève est partie de la base, liée à l'émotion, à l'ampleur du choc. Maintenant, on se remet en ordre de marche. » Et il y ajoute que, plus tard, il faudra encore « des grèves pour faire pression sur les dirigeants pour que les travailleurs obtiennent des conditions de départ décentes. »<sup>5</sup> Le 22, les Diables rouges battent la Russie ; le 26 ils battent la Corée, et le 1er juin, ils battent les Etats-Unis... Et Myriam Delmée (Setca) et Delphine Latawiec (CNE) discutent entre eux pour comparer les salaires entre différents supermarchés.

Il est clair que les travailleurs veulent défendre leur job et leurs conditions de travail. Ils reçoivent même la solidarité d'autres entreprises. Ce qui manque, c'est une direction syndicale qui veut vraiment organiser le combat, dans la rue, sans confiance dans les gouvernements. C'est à cela que nous devons travailler, partout dans nos lieux de travail. ■

<sup>1</sup> Le Soir, 12.06.2014

<sup>2</sup> L'édition du Soir, 12.06.2014

<sup>3</sup> « Ce serait socialement injuste, mais aussi très dangereux économiquement. Moins de salaires, cela veut dire moins de consommation. Moins de consommation, cela veut dire moins de ventes et donc la fermeture de nouveaux magasins. [...] En faisant cela, [les grands patrons] scient la branche sur laquelle ils sont assis. [...] Baisser nos salaires, c'est s'enfoncer encore un peu plus dans la crise. » Benjamin Pestieau, dans Solidaire du 3.07.2014.

<sup>4</sup> Le Soir, 14.06.2014 - <sup>5</sup> Le Soir, 20.06.2014

Après les alliances électorales,

## constituons un front de résistance à l'austérité

*Après de longs mois de campagnes électorales et un adoucissement temporaire des mesures antisociales qui l'accompagne, il s'agit aujourd'hui de débattre de nos moyens de résistance pour ne pas subir la nouvelle vague des mesures d'austérité qui se prépare... S'il est important de s'engager dans les syndicats pour défendre nos conditions de travail, si ces énormes organisations ont une grande responsabilité sur la construction d'un rapport de force de la classe travailleuse, nous constatons aussi que leurs instances jouent regrettamment trop souvent le rôle d'isolement des luttes et de démobilisation.*

### Pour un front de résistance

Dans ce contexte, nous soutenons la constitution d'un **front de résistance** : projet lancé par le Parti Socialiste de Lutte (PSL) et débattu lors de sa soirée électorale du 20 mai avec les partis de gauche qui s'inscrivent dans l'appel de la FGTB de Charleroi. Selon nous, ce front doit rechercher la plus large unité des travailleurs et de leurs organisations (associatives, syndicales, politiques, ou collectifs...) pour la défense de nos droits et nos conditions de vie. Un front qui, dans des actions et des mobilisations communes, dénonce et s'oppose massivement aux politiques d'austérité gouvernementales et patronales ; un front qui s'organise démocratiquement pour construire un réel rapport de force de notre classe.

Dans ce sens, nous soutenons aussi les initiatives où s'impliquent des travailleurs de la base (telles que les Comités Action Europe, l'Alliance D19-20 ou divers réseaux de militants et délégués syndicaux) qui poursuivent cet objectif et renforcent déjà un tel projet. Nous encourageons la construction de ces organismes démocratiques qui se mettent au service des luttes car, à leur échelle, ils permettent déjà aux travailleurs de prendre leur avenir en leurs propres mains.

Afin de pousser les syndicats à mobiliser, nous devrions prendre position publiquement vis-à-vis d'eux : soit en félicitant leurs actes progressifs, soit en leur formulant des propositions, voire des exigences publiques. Nous attendons d'eux qu'ils informent sérieusement leur base des problématiques syndicales en les présentant dans leurs enjeux politiques, qu'ils mobilisent sur tous les lieux de travail contre les mesures d'austérité, qu'ils se solidarisent

avec d'autres entreprises, secteurs et professions, et qu'ils fassent respecter la liberté de parole, de décision et d'action des assemblées. Nous devrions nous adresser premièrement aux permanents et aux délégations syndicales se réclamant « de gauche ou alternatives », pour qu'eux-mêmes puissent agir en conséquence et faire pression sur les autres instances syndicales dans ce sens.

### L'appui des élus du PTB

Nous croyons que les élus du PTB, comme tous ceux que la gauche obtiendra, n'auront pas une influence progressive réelle dans le(s) parlement(s) (et les conseils communaux) s'il n'existe pas un rapport de forces significatif dans la rue. Tous les acquis sociaux ont été arrachés par les luttes des tra-

ceux qui luttent, y compris avec leurs moyens financiers. Utilisons les sièges du PTB en leur exigeant de défendre nos revendications au parlement, avec si nécessaire un projet de loi porté par les travailleurs, contre la libéralisation des services publics, pour la nationalisation des secteurs clés de l'industrie, l'interdiction des licenciements, etc.

### Avec le programme de la FGTB Charleroi

Pour avancer de front dans des actions unitaires avec diverses organisations, discuter du programme politique que l'on défend n'est pas nécessairement source de divisions, comme on l'entend trop souvent. Au contraire, définir collectivement et politiquement ce que l'on veut, plutôt que de se limiter à dire ce que l'on ne veut pas, est indis-



vailleurs, même si c'est dans le parlement qu'ils ont été transformés en Loi. Pour obtenir des victoires pour la classe travailleuse, il ne s'agit donc pas seulement de discuter des lois et de créer des attentes de changements possibles via le seul travail de député. Il est nécessaire que ses élus de gauche soient au service des luttes de notre classe. Ils doivent s'engager à voter inconditionnellement contre l'austérité, contre le gouvernement et à utiliser le parlement comme une tribune pour soutenir

un mouvement fort et durable. Il s'agit tout d'abord de trouver des positions minimales communes et mobilisatrices. Dans ce but, nous pensons que le programme en 10 objectifs formulé par la FGTB de Charleroi Sud-Hainaut<sup>1</sup> est une très bonne base, qui peut s'améliorer par le débat et dans l'action. Le fondement de son programme est le refus des mesures d'austérité pour un changement anticapitaliste

de société, ce qui est assez fédérateur (quelles que soient les difficultés internes de cette Régionale aujourd'hui). Diffusons ce programme et discutons-le dans les quartiers, sur les lieux de travail, dans les réunions syndicales, etc. Cela est déjà un moyen de lutter contre l'austérité. Fortifions-le comme un outil pour nos luttes et nos prochaines victoires ! ■

<sup>1</sup> Programme distribué gratuitement par nos camarades et disponible sur notre site.



## action syndicale contre l'austérité

Suite à une action syndicale menée devant la commune de Molenbeek d'une quarantaine de travailleurs, soutenue par des délégués CGSP d'autres communes, nous avons interviewé Rey Millan Rosio, présidente de la section Molenbeek Saint-Jean, services public CGSP-ALR.

### Est-ce que tu peux expliquer les raisons de l'action syndicale devant la commune de Molenbeek?

Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait des licenciements. Lors d'une réunion avec tout le personnel, le bourgmestre nous a rassuré : « ..il n'y aurait pas de licenciements abusifs ». Mais il y a des licenciements individuels !!! J'arrive à en compter 2 par semaine et on peut monter jusqu'à sept !!! J'en ai une cette semaine et un autre la semaine prochaine qui sont déjà prévus car ils passent en audience. Mais ça, ce sont des affiliés. Il y en a d'autres, qui ne sont pas affiliés, donc ceux-là je ne peux pas les compter. Ce qui a aussi déclenché un mécontentement, c'était le mode de pointage des travailleurs. Oui, il faut évoluer, je suis d'accord, mais ils ont voulu mettre les empreintes biométriques. Nous avons donné l'accord pour un pointage jusqu'au niveau A. Cela veut dire que même les niveaux A vont pointer jusqu'à A5, au-delà, ils ne pointent plus. Tout le personnel de E à A 5 pointe. Ils ont signalé que nous avions donné notre accord pour les

empreintes biométriques ! Nous avons donné l'accord sur le pointage et non sur la façon !! Nous attendions d'abord d'avoir les conclusions concernant les atteintes à la vie privée(...).

Nous avons demandé le coût de ce pointage, et ils nous ont dit que c'était 40.000 € et nous voulions savoir si cela comprenait les entretiens, les placements, parce qu'on a pas mal de bâtiments. La Commune de Molenbeek est assez étendue. On nous a rétorqué que cela ne nous intéressait pas : "pourquoi vous voulez savoir cela?". Nous avons répondu : "... les nominations du personnel ??? le personnel a besoin d'être un peu plus stimulé". Faut arrêter quoi! On nous enlève tous nos droits, au fur et à mesure...

Il y a des sites sur lesquels il n'y a pas de vestiaires, il manque de réfectoires pour le personnel à certains endroits, ... Nous avons demandé la possibilité d'avoir des chèques-repas. .. » Trop cher »... Même chose pour l'assurance-hospitalisation: c'est trop cher. Cette année, nous pouvons encore bénéficier de l'horaire d'été, l'année prochaine ... ????. Nous allons devoir négocier !! Les verts ne veulent rien donner en

échange aux travailleurs... C'est un peu fort !!! Surtout que l'horaire d'été a été négocié à l'époque, il y a plus de 30 ans, en donnant 5 jours de congés légaux, comme le jour du Roi.... Ce sont des jours qui ont disparu du calendrier certes..., mais, en fait, c'était une contrepartie. Au minimum, ce sont 5 jours qui ont été donnés à l'époque et quand on fait le compte, cela revient à bien plus !

### Comment la Commune a réagi à l'action? Quelles ont été les suites?

Nous avons eu deux comités de négociation en trois semaines. Ils nous ont entendu, ils veulent travailler avec nous, donc maintenant on essaye de faire un maximum. Il est vrai qu'ils ont l'air d'être de bonne composition, il faut dire que certains problèmes qu'on rencontre actuellement étaient déjà présents sous l'ancienne législature communale ! Ce n'est pas parce que ce sont les « bleus » que c'est pire !! Il y a plus de négociations, de rencontres, de réunions... nous comptons 700 affiliés qui ne veulent pas voir leurs acquis partir en fumée !





## **Est-ce que tu as des contacts dans d'autres communes, la situation y est-elle la même, avec aussi des problèmes?**

Ce qui a de bien, c'est que nous avons des réunions en AGBT. C'est l'assemblée avec tous les bureaux techniques: communes et CPAS des 19 communes, ainsi que les hôpitaux et les cuisines Bruxelloises, Vivaqua, .... Il y a des échanges déjà à ces moments-là. On travaille beaucoup avec quelques Communes, Forest, Anderlecht et j'ai pas mal d'échange avec Saint-Gilles.... On essaye d'être plus solidaire quand on fait des actions. On ne peut pas se retrouver tout seul chacun devant sa petite Commune. Grâce à ces échanges, il y a une solidarité plus forte qui s'est installée. On s'aide les uns et les autres, s'ils ont besoin de nous, on est là. Et eux, c'est pareil, d'ailleurs ils étaient présents à l'action et je les en remercie..

## **Lors des élections communales, un candidat du PTB a été élu à Molenbeek. Est-ce que cela va, selon toi, changer quelque chose par rapport aux dénonciations des conditions de travail, aux luttes?**

Je ne demande qu'à voir !! Mais effectivement, même avant les élections, nous avons pas mal d'échanges avec Dirk et souvent il nous disait qu'il était là, si on avait besoin de lui. Il était et est souvent présent lors de nos actions ... sans faire de politique, lors d'un comité il a été invité pour échanger des points de vue, nous avons fait de même avec le parti socialiste. Je suis apolitique, et il est hors de question que je mêle le syndicat avec mes idées politiques puisque je suis rouge-rouge et pas un rose pâle qui ne ressemble à plus rien du tout !

## **Quelles suites comptez-vous donner à l'action et comment vois-tu la suite des événements ?**

On a des négociations qui sont en cours et on a pas mal de contacts avec les autorités. Donc, même si ce sont des contacts informels entre guillemets, il y a des échanges et du travail en sous-marin. Il y a une belle évolution. On essaye de remettre à niveau les travailleurs, de voir s'il y a des examens qui peuvent avoir lieu et c'est effectivement possible normalement encore

pour 2014 (nous ont-ils annoncé lors d'une négo !) Donc cette année, il devrait avoir des examens de promotion puisqu'on est occupé à revoir le cadre, on se rend compte qu'ils sont demandeurs. Ce n'est pas parce qu'il y a des travailleurs qui n'ont pas de diplôme qu'ils ne peuvent pas évoluer. Il y a des travailleurs qui sont là depuis 20-30 ans et qui ont autant de capacités qu'un jeune qui vient d'arriver bardé de diplômes sans aucune expérience !!!

## **Donc l'action a fait bouger les choses.**

Je ne sais pas si c'est l'action, mais, en tout cas, ils se sont rendu compte qu'un grain de sable (la section de Molenbeek) pouvait bloquer la machine !

## **Les sections syndicales locales sont une particularité de la CGSP-ALR, comment fonctionne-t-elle à Molenbeek et comment a-t-elle pris cette mobilisation en main? Y a-t-il eu implication d'autres secteurs, d'autres délégués?**

On est une grosse section avec une réunion de comité tous les mois. Elle compte 35 délégués qui sont répartis entre le CPAS et la Commune, et malgré tout, il est impossible d'avoir des délégués sur tous les sites... Molenbeek est une commune très étendue.... On commence à avoir pas mal de délégués actifs et c'est un travail personnel de chacun. ....plus de mouvance, et ça c'est sympa. Nous avons aussi l'informatique... Je récolte au fur et à mesure toutes les adresses mails des affiliés et je transmets dès que j'ai des infos... Quelles qu'elles soient... Compte rendu de certaines réunions, actions d'autres Communes, des débats, des projections, des infos venant de l'Université Populaire etc.... tout ne peut pas intéresser tout le monde...J'envoie juste pour info et ils en font ce qu'ils veulent après. Ce qu'on a mis sur pied aussi c'est le Communicateur. C'est un petit journal qui en est à son deuxième numéro. On a des bons retours pour le moment. On va avoir enfin des valves. Enfin, c'est ce qu'on nous a promis sur la Commune, sur les différents sites ; d'un point de vue légal, on devrait les avoir depuis quelques années déjà !!! Mais bon.... il y a pas mal de communications qui commencent à être mises

en œuvre avec les délégués : le contact, le dialogue avec les affiliés, je trouve cela important. Nous organisons une assemblée générale tous les ans ainsi qu'une statutaire tous les 4 ans. Les affiliés peuvent nous contacter aussi bien par mail que sur le portable, c'est le numéro de la section, ils peuvent appeler à n'importe quel moment. Même quand je suis en congé, ce gsm va à la secrétaire, au vice-président ou à un(e) délégué(e). On essaye d'être présent le plus possible. Les délégués sont aussi des travailleurs et leur boulot syndical, c'est souvent après les heures !! Ce n'est pas facile de pouvoir tout gérer toute seule... c'est beaucoup plus que temps plein. J'ai du personnel qui travaille la nuit, les week-ends, tôt le matin ou tard le soir... Quand on t'appelle, tu « dois » répondre quel que soit le moment. Ce n'est pas évident, si je devais faire le compte de mes heures supplémentaires, je partirais 6 mois en vacances!

## **Un groupe de travail a été mis en place à la CGSP-ALR sur l'austérité dans les Communes. Il y a principalement des délégués des différentes sections et ils travaillent sur une brochure explicative sur les mesures d'austérité à distribuer. Qu'en penses-tu ?**

C'est SUPER ! C'est une forme de communication de plus. Il faut donner aux travailleurs les informations dont ils ont besoin et, ce qui les touche le plus pour l'instant, c'est l'austérité. Avant, tu pouvais te dire à la fin du mois : « je mets 50€ de côté », après t'es passé à 20 €, et maintenant, t'es en-dessous. C'est fini, c'est terminé, tu peux tourner cela comme tu veux. Avec tout ce qui se prépare, il y a la sixième réforme !!! Delhaize : n'est qu'un début.... Que vont devenir les petits niveaux qui n'ont pas de certificat de fin d'études, pas de diplôme? Ils vont alimenter le chômage ainsi que le CPAS. On nous bassine avec les chiffres du chômage, et ceux du CPAS ? Il faut voir les deux côtés, c'est un vase communicant.

## **Avec les actions à Saint-Gilles, Saint-Josse, la mise sur pied de ce Groupe de Travail Austérité, le fait qu'il y ait un élu de gauche à Molenbeek... penses-tu qu'il y a**

## une radicalisation, une conscientisation qui arrive maintenant parmi les travailleurs communaux dans ce contexte d'attaque sur leur droits et des licenciements?

Je ne dirais pas qu'il y a une radicalisation, mais une petite prise de conscience. Je mets cela vraiment entre parenthèse parce que, tout doucement, on commence à toucher au « personnel ». L'être humain est comme cela, il est très individualiste: « *Tant qu'on ne touche pas à mon travail, à ce qui touche ma petite personne, ça n'est pas trop trop grave.* » Mais maintenant, on se rend compte qu'on touche à tous les services, dans tous les secteurs... tout doucement, les gens commencent à prendre conscience: « *Aïe, c'est mon voisin, mais juste à côté de mon voisin, c'est moi!* ». C'est une petite prise de conscience, qui j'espère va devenir de

plus en plus grande... on est tous sur le même bateau !

J'espère que les gens vont se conscientiser un peu plus et se rendre compte que, lutter pour les autres, c'est aussi lutter pour soi. Il faut arrêter de voir que son propre nombril, il faut s'entraider : la solidarité. Pour moi, c'est cela !

### Est-ce que tu penses que l'organisation syndicale telle qu'elle est aujourd'hui, permet cette conscientisation? Quand on voit qu'il n'y a pas de grosses mobilisations, de grosses actions. Que peut-on penser de cet outil syndical?

Tu veux que je te dise !! Moi c'est comme cela que je travaille, en essayant d'être un maximum solidaire. Mais si déjà au sein de la FGTB, entre eux ils ne s'entendent pas... il faut

appeler un chat un chat et cela n'engage que moi ! Comment veux-tu qu'on arrive à quelque chose ? Rien qu'au sein de la maison FGTB : Setca, ALR ... ils se tapent tous dessus, ils se renvoient la balle, .... Il n'y a aucune solidarité entre eux. Et après, ils viennent nous faire la morale, à nous, sur les solidarités ! Hé, faut arrêter quoi ! Quand tu vas dans les hautes instances, aux comités, il y a trop de divisions, il y a des jeux de pouvoir. « *C'est mon secteur, ma petite personne, mon poste. Et le reste...* » Si nous organisons une grève nationale, juste au sein du syndicat « rouge », un jour, deux jours, trois jours... là on pourra me parler de solidarité !! là on changerait le pays !!! Et non pas chacun dans son petit coin et son petit jour !!! ■

Petit clin d'œil :

« **El Pueblo Unido Jamas sera Vencido !** »

## Sans papiers : une victoire

# Mamadou Bah est reconnu comme réfugié politique en Belgique !

Le 19 mai dernier, le Commissariat général aux Réfugiés et Apatrides (CGRA) a finalement accordé le droit d'asile définitif à Mamadou Bah. Ce Guinéen d'origine a dû fuir son pays en 2006, et il avait obtenu en 2012 le statut de réfugié politique en Grèce, où il était un militant actif en faveur des réfugiés et des sans-papiers. Il y était devenu le secrétaire de l'Union des Ressortissants guinéens de Grèce, ce qui lui avait valu deux attaques sanglantes de la part des nervis d'Aube Dorée. En novembre 2013, il avait donc fui la Grèce vers la Belgique et demandé le double statut de réfugié politique, sur la base, prévue par la loi, de « circonstances exceptionnelles » : la persécution et les graves agressions à sa personne par des groupes d'extrême droite et néo-nazis d'Aube Dorée. Cette décision du CGRA, finalement obtenu après des mois de procédures, fera, on l'espère, jurisprudence pour les sans-papiers.

Paradoxalement, la reconnaissance par un deuxième pays de l'Union européenne comme réfugié aurait pu se retourner contre lui, car la Belgique pouvait considérer sa démarche comme irrecevable. Le statut obtenu en Grèce devait lui garantir une protection internationale, mais ce pays n'avait cure de respecter les normes minimales envers les demandeurs d'asile et sa qualité de réfugié ne l'avait en rien prémuni contre le racisme croissant dans ce pays, ni contre les bavures policières répétées qu'il a subies. Cette circonstance fut dénoncée par plusieurs organisations nationales et internationales, comme le Haut Commissariat aux Réfugiés, Amnesty International et l'organe grec chargé de veiller au respect du droit d'asile.

Ce dossier, qui met en lumière le traitement indigne des autorités d'Athènes, se révélait embarrassant pour le CGRA. N'oublions pas que la Belgique aussi est

mise sur le banc des accusés en matière d'accueil des

réfugiés, avec plusieurs condamnations par le Conseil européen, pendant que dans le même temps, l'Union européenne durcit les législations en vigueur à l'intérieur de ses « frontières ».

Nous espérons que ce cas donne du regain à la lutte des « sans-papiers » que nous défendons inconditionnellement. Nous luttons contre les politiques actuelles en matière d'immigration ; contre les fermetures de frontières, contrôlées par FRONTEX ; contre les centres pour les migrants (qu'ils soient « ouverts » ou « fermés ») ; pour une Europe ouverte à tous les travailleurs, sans distinction de nationalité, de race ou de religion. ■



## Régulariser tous les sans-papiers !

**Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !**

# STOP au démantèlement de la SNCB !

Suite à la scission du groupe SNCB, les entreprises du rail (SNCB et Infrabel) sont en plein processus d'externalisation de secteurs entiers de leurs activités vers des filiales privées : une partie des services informatiques devrait être transférée vers la filiale YPTO ; le personnel des grands projets de signalisation devrait être mis à disposition de la filiale Tucrail; la filiale B-Logistics veut reprendre le personnel des gares de triage de la SNCB... et toujours avec la volonté de reprendre le personnel dans les conditions de travail du privé.

Après la privatisation des restaurants d'entreprise, la distribution interne de colis et de correspondance serait aussi sous-traitée par une entreprise externe par camions. La diminution du personnel s'accélère également : les cabines de signalisation sont en cours de regroupement (perte de 40 %), les ateliers sont soumis au nouveau management « B-lean » (20 à 30 % d'augmentation de la productivité pour supprimer du personnel), des guichetiers sont remplacés par des automates, etc. Le manque de personnel est généralisé et le non-remplacement des cheminots qui partent à la pension représente un déficit d'environ 100 emplois statutaires par mois.

La grève des cheminots le 30 juin dernier pointait du doigt ce démantèlement organisé. La grève lancée par la seule CGSP-ACOD a été bien suivie, avec plus de 60 % de grévistes, bien que la mobilisation de ceux-ci était assez faible aux piquets.

A l'atelier de Forest (entretien des TGV, Thalys et Eurostar), les travailleurs ont mené, début juillet, plusieurs autres actions de grève, en partie spontanées, y compris le blocage momentané d'un TGV des eurodéputés, contre



le contrat de la SNCB avec la nouvelle société ferroviaire THI Factory et l'annonce de la suppression de 80 emplois. Les travailleurs ont obtenu une petite victoire, même si elle est temporaire, avec un accord d'engager 5 personnes en plus et d'ouvrir une discussion en septembre sur l'évolution du personnel pour les années à venir...

## Une SNCB 100% publique serait viable, démocratique et sûre !

Cette course à la privatisation se fait au détriment des conditions de travail, de la sécurité et du service public rendu aux usagers. Alors oui, c'est le moment de dire tous ensemble STOP au démantèlement de la SNCB. Retour des filiales dans le giron de l'entreprise publique, pour une entreprise intégrée et 100% publique. Contrôle des travailleurs et des usagers sur le fonctionnement interne de l'entreprise et la comptabilité. Défense du statut du cheminot et engagement de personnel statutaire en suffisance. Pour un refinancement des services publics. Si tous ses secteurs rentables n'étaient pas volontairement confiés à des entreprises privées, la SNCB serait une entreprise florissante. ■

## Le dessous des cartes

Le démantèlement de la SNCB fait partie intégrante des plans d'austérité mis en œuvre dans toute l'Europe. Dans les services publics, une série de « mécanismes d'ajustement » sont mis en œuvre, par une diminution directe de l'emploi statutaire et par une restructuration dans la gestion des services sous différentes modalités : la sous-traitance, la filialisation ou le partenariat public-privé. De plus, afin de démanteler les monopoles d'Etat sur le transport ferroviaire, la libéralisation progressive donne libre accès à ce marché à de grands capitaux privés. D'autre part, l'endettement volontaire des branches publiques peut conduire à une mise en faillite programmée. Quel que soit le chemin, cela mène à la totale privatisation de l'entreprise publique, dans le but de faire du profit sur le dos des travailleurs et des usagers. Ces procédés ont été largement utilisés dans le monde entier comme recette miracle du néolibéralisme.

**L'externalisation** se réfère aux processus par lesquels une entreprise confie à un prestataire extérieur la responsabilité d'activités qu'elle-même assumait auparavant en interne. En général, c'est un contrat passé entre l'entreprise publique et une entreprise privée pour la prise en charge, l'exploitation et la gestion continue de services entiers, d'infrastructures ou de processus opérationnels en amont ou aval de l'entreprise. Ce contrat peut inclure un transfert d'actifs et de personnel. Et ce sont bien entendu les secteurs les plus rentables qui passent d'abord à la trappe.

**La filialisation** est le transfert de secteurs centraux de l'entreprise publique à des filiales privées, au sein de sa structure. Les filiales prennent en charge des tâches spécifiques, où il n'existe pas ou peu de concurrence du privé. La création de filiales se fait pour vaincre peu à peu la résistance des travailleurs qui ne seraient pas d'accord de voir les services passer au privé.

La filialisation va plus loin que la simple sous-traitance, qui fait appel à une société extérieure pour accomplir certaines tâches non centrales. La filiale n'est pas un fournisseur exécutant des demandes de l'entreprise, elle est proactive dans la restructuration des services et jouit de pouvoir de décisions.

Ce mécanisme permet surtout de mettre en place une plus grande flexibilité de l'emploi, sous prétexte de rationalisation et de compétitivité. Le but inavoué est de diviser les travailleurs, de les éparpiller dans plusieurs entreprises pour pouvoir les exploiter plus et détruire, dans ce cas, le statut de cheminot dont bénéficie actuellement encore plus de 35.000 travailleurs.

# L'avancée de l'EIL



L'avancée de la milice de l'EIL – l'Etat islamique de l'Irak et du Levant – dans les territoires qu'elle contrôle depuis la Syrie jusqu'au nord-ouest de l'Irak, ainsi que sa progression vers Bagdad, représentent l'une des crises les plus aiguës depuis le retrait des troupes étasuniennes de ce dernier pays en 2011.

Cette crise dépasse les frontières de l'Irak, étant donné la position géopolitique de ce pays, et elle augmente ainsi l'instabilité politique et économique internationale : elle conduit à une augmentation du prix mondial du pétrole, ce qui à son tour aggrave la crise économique mondiale ; elle ouvre la possibilité d'une longue guerre interbourgeoise qui prend la forme d'affrontements confessionnels et termine par la division de l'Irak selon les intérêts des élites chiïtes, sunnites et kurdes ; elle met également à l'ordre du jour une possible intervention impérialiste, bien que limitée par les difficultés politiques de l'envoi de troupes au sol. En outre, on sait que toute crise en Irak affecte, en particulier, des intérêts spécifiques dans les alentours immédiats : en Syrie, en Iran et en Turquie (surtout à cause du problème kurde).

Puis il y a, finalement, le problème de l'énorme coup de pouce que cela est en train de donner à une nouvelle configuration du djihad mondial, dans lequel al-Qaïda cesse d'être la référence principale.

## L'Irak : un enfer sans fin pour les Etats-Unis

La « guerre éclair » actuelle de l'EIL, qui est parvenu à s'emparer en quelques jours d'un tiers du territoire irakien après la débandade de la pitoyable armée de ce pays – dans lequel les Etats-Unis ont injecté 25 milliards de dollars en formation et en matériel depuis 2003 –, est une démonstration éclatante de la défaite en bonne et due forme de l'impérialisme, et de son échec total quant à la « stabilisation » de l'Irak après le retrait de ses troupes en 2011.

Dans ce contexte, la crise de la domination de l'impérialisme dans la région ne peut s'expliquer que par la compréhension de sa profonde défaite militaire dans la première décennie de ce siècle, une défaite qui continue à conditionner sa politique concernant les processus politiques qui éclatent au Moyen-Orient.

En ce sens, la crise en Irak est révélatrice du rôle de l'Iran. La propagande castro-chaviste essaye de présenter ce pays comme faisant partie d'un « camp anti-impérialiste », mais le fait est, qu'au-delà des discours, la politique du gouvernement iranien se caractérise en général par la soumission aux Etats-Unis. En pratique, les deux agissent de concert pour faire face à l'EIL et pour former un gouvernement « stable » en Irak.

## Le gouvernement de Maliki et la solution d'un « gouvernement d'union nationale »

Le dessous des cartes, il faut le chercher dans l'exacerbation des conflits entre les différentes fractions de la bourgeoisie du pays pour le contrôle de la production et des rentes du pétrole, sans que pour autant cette bourgeoisie cesse d'être le partenaire secondaire de l'impérialisme. C'est ce qui se passe réellement sous le couvert de la religion, présentée comme enjeu de la lutte « entre Sunnites et Chiïtes ».

Les capitalistes sunnites, prédominants à l'époque de Saddam Hussein, ont vu leur part des profits réduite avec la chute du régime de l'ancien dictateur ; et ils sont prêts à reprendre leur dû, en consolidant leur base sociale à travers l'exacerbation des différences confessionnelles, accentuée par la persécution du gouvernement chiïte après l'occupation étasunienne.

En outre, les dirigeants kurdes, qui représentent une nationalité opprimée qui occupe le nord-ouest de l'Irak, n'acceptent pas un « gouvernement d'union

nationale » pour la simple raison qu'ils ont vu dans la crise actuelle une occasion exceptionnelle pour faire valoir leur indépendance et le droit à un Etat à eux.

## L'avancée de l'EIL est réactionnaire

L'avancée de l'EIL est accablante.

Cette avancée militaire de l'EIL n'a absolument rien de progressiste. Nous ne sommes pas dans un processus de lutte populaire dirigée par une bourgeoisie contre-révolutionnaire ; il s'agit de l'avancée d'une organisation politico-militaire qui vise à s'emparer des ressources naturelles de la Syrie et de l'Irak, en appliquant des méthodes fascistes, sous un programme théocratique et dictatorial.

Par conséquent, le rôle de l'EIL ne peut être comparé avec, par exemple, la résistance irakienne dans la dernière décennie, qui, en dépit de la direction bourgeoise théocratique, a joué un rôle progressiste ; une lutte de libération nationale qui faisait face aux troupes d'occupation impérialistes.

L'objectif déclaré de l'EIL est de créer un émirat islamique, un califat, dans les territoires actuels de la Syrie, de l'Irak, de la Jordanie, du Liban et de la Palestine historique.

En réalité, ce qu'ils poursuivent avec ce « Califat », c'est le contrôle direct, par des moyens militaires, des riches réserves de pétrole de l'ensemble de la région, en lui imposant des dictatures féroces basées sur une interprétation littérale de la loi islamique (la charia), de façon encore plus brutale que ne le font ses parents d'al-Qaïda.

L'EIL est l'expression de secteurs bourgeois à la recherche de leur propre espace et source d'affaires, au milieu du chaos de la guerre et de l'instabilité en Irak.



En Syrie, l'EiIL joue un rôle contre-révolutionnaire, comme nous l'avons expliqué à d'autres occasions. C'est la « cinquième colonne » d'al-Assad, car, au lieu de combattre la dictature, il s'en prend aux rebelles syriens. Il y contrôle de grandes zones dans le Nord, comme Raqqa et Deir es Zor, cette dernière avec d'importantes réserves pétrolières. L'EiIL est également présent à Idlib et partiellement à Alep, où il plante de terribles dictatures théocratiques, appliquant des méthodes qui visent à instiller la terreur la plus complète parmi la population civile, telles que des décapitations, des crucifixions et des exécutions en masse de militants, de miliciens de l'ALS (l'Armée de libération syrienne) et de tous ceux qu'ils considèrent comme « infidèles ».

**La cause des Kurdes est juste**

Au milieu de ces conflits, les révolutionnaires doivent soutenir inconditionnellement le droit à l'autodétermination nationale (la séparation et la création d'un Etat indépendant) de la nationalité kurde. On sait que les Kurdes représentent une des plus grandes nations opprimées sans disposer d'un Etat à eux, avec une population d'environ 40 millions de personnes dispersées dans les territoires de quatre pays (la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie) ; dont 30 % se trouve en Irak et en Syrie.

En ce sens, la lutte des Kurdes contre l'EiIL et al-Maliki est une lutte juste et progressiste – malgré sa direction

bourgeoise qui doit être combattue par les classes exploitées – dans le cadre de la lutte pour l'autodétermination, non seulement en Irak, mais aussi en Turquie, en Iran et en Syrie.

**Notre position**

1 – La crise actuelle en Irak démontre catégoriquement la profondeur de la défaite militaire et politique de l'ensemble de l'impérialisme dans la dernière guerre en Irak et en Afghanistan.

L'importance de ces défaites militaires, seulement comparables à celle subie au Vietnam, se montre dans toute son étendue quand on voit un Obama presque paralysé, incapable d'envoyer des troupes sur le terrain pour « stabiliser » le pays, et mettant en œuvre en vain sa diplomatie pour former un « gouvernement d'union nationale ».

2 – Il va sans dire que nous sommes contre toute intervention militaire – que ce soit par voie terrestre, aérienne ou maritime – que l'impérialisme pourrait effectuer pour faire face à la crise déclenchée par l'avancée de l'EiIL en Irak, et nous la rejetons. A cet égard, nous rejetons l'envoi de 300 « conseillers militaires », que Barack Obama a ordonné récemment pour aider le gouvernement de Maliki.

3 – La classe travailleuse et le peuple irakien n'ont rien à gagner dans l'exacerbation d'une guerre civile inter-bourgeoise, présentée comme un affrontement entre confessions sunnites et chiïtes. Il s'agit d'une lutte entre capitalistes pour le contrôle des affaires

pétrolières, exacerbée par le chaos politique provoqué par la guerre et l'occupation impérialistes. Dans la confrontation entre l'EiIL et les troupes de Maliki, la classe travailleuse et le peuple de l'Irak ne peuvent s'aligner politique-

ment et militairement ni avec l'un ni avec l'autre.

4 – Les deux, l'EiIL et Maliki, proposent des issues dictatoriales, sectaires et de soumission à l'impérialisme. En promouvant une guerre civile, ils menacent le peuple irakien avec davantage de souffrances, un peuple qui vient de perdre plus d'un million de vies à cause des impérialistes génocidaires et qui subit des taux de chômage de plus de 60 %.

Le gouvernement de Maliki a montré ses politiques dictatoriales avec ses mesures de persécution contre les Sunnites et les Kurdes. L'EiIL l'a fait avec son activité en Syrie et avec des exécutions sommaires et toute sorte d'atrocités commises au cours de son avancée dans le nord-ouest de l'Irak, qui a déjà coûté la vie à 1300 civils.

5 – La seule issue progressiste de cette crise sera le résultat de l'action indépendante de la classe ouvrière et du peuple de l'Irak – y compris sous la forme de l'autodéfense – unis dans la lutte, à la fois contre le gouvernement sectaire, corrompu et despotique de Maliki, et contre les forces réactionnaires et théocratiques de l'EiIL, dans la perspective de libérer le pays de l'impérialisme et de reprendre le contrôle des ressources naturelles au service du peuple. Cela n'est possible que grâce à un gouvernement ouvrier, paysan et populaire, qui servira de fer de lance au soutien de toutes les révolutions au Moyen-Orient, de la cause palestinienne, de l'expulsion de l'impérialisme de la zone, et de la construction du socialisme dans cette région. ■

**Les impérialistes hors de l'Irak !  
A bas l'offensive de l'EiIL !  
Aucun soutien, ni politique ni militaire, au gouvernement de Maliki !  
Pour la défense du droit à l'autodétermination du peuple kurde en Irak, en Turquie, en Iran et en Syrie !  
Pour la lutte indépendante du peuple irakien contre Maliki et contre l'EiIL,  
dans la perspective d'un gouvernement ouvrier, paysan et populaire !**

Le Secrétariat international de la LIT-QI  
25 juin 2014

Le texte ci-dessus est abrégé. Vous trouverez la déclaration complète sur notre site, [www.lct-cwb.be](http://www.lct-cwb.be) onglet *Thèmes / Printemps arabe*



## Coupe du Monde au Brésil

**La jeunesse travailleuse entre en scène !**

*Après 64 ans, le Brésil, pays du football, a accueilli de nouveau la Coupe du Monde. La présidente Dilma espérait que cette fête du sport serait un bon moment pour renforcer l'appui de la population à son gouvernement et préparer ainsi sa réélection au mois d'octobre. Mais les plans du gouvernement fédéral ne se sont pas concrétisés.*

*Clara Saraiva, Jeunesse du PSTU*

Malgré une énorme propagande officielle et un battage médiatique impressionnant, le peuple brésilien ne pense pas que la réalisation de la Coupe du Monde laissera une avancée sociale. La Coupe n'est pas en train d'apporter plus d'investissements, d'emplois et de développement au pays. Bien au contraire, sa réalisation approfondit les inégalités sociales et provoque d'innombrables attaques à la souveraineté nationale.

Lors des journées de juin 2013, le Brésil a pris la route des grandes mobilisations internationales qui secouent le monde entier depuis 2011. Ils sont des millions à s'être intégrés récemment au marché du travail formel en occupant les pires postes, le plus souvent temporaires et en sous-traitance. C'est cette jeunesse, la nouvelle génération de travailleurs en lutte, qui représente le futur du prolétariat mondial. Au Brésil, c'est elle qui est en train de transformer la Coupe du Monde de la FIFA en un cauchemar, non seulement pour les équipes nationales d'Espagne, d'Italie et d'Angleterre, mais aussi pour le gouvernement Dilma et les élites bourgeoises.

**Le Brésil est déjà le champion des injustices !**

La Coupe du Monde est un événement privé, contrôlé par la FIFA et ses sponsors. La majorité de la population brésilienne, noire et pauvre, est bien loin des nouveaux stades luxueux. Et les injustices ne s'arrêtent pas là.

La préparation du méga-événement a intensifié la spéculation immobilière, les expulsions forcées des communautés périphériques et la criminalisation de la pauvreté. De plus, le tourisme sexuel et la pri-

vatization des espaces publics ont augmenté eux aussi.

La Loi Générale de la Coupe (loi fédérale brésilienne) légalise toutes les ingérences de la FIFA. C'est elle qui détermine quels sont les produits qui doivent être vendus et quels établissements commerciaux peuvent ouvrir leurs portes dans les zones proches des stades. La FIFA est exonérée de tous les impôts et charges sociales qui devraient lui être appliqués par ses activités économiques dans le pays.

Il est ainsi clair que la volonté de la présidente Dilma est d'être, une fois de plus, une alliée indispensable de l'impérialisme. Après avoir garanti l'occupation d'Haïti grâce aux troupes brésiennes (qui furent placées au commandement de la Minustah) ainsi que diverses exonérations fiscales concédées aux multinationales, le gouvernement fédéral s'est plié aux exigences de la FIFA.

Quasi 35 milliards de reals (soit 11 milliards d'euros) du budget public ont été dépensés pour la construction des stades, les aménagements des aéroports et les ouvrages d'infrastructure. Il s'agit donc de fonds publics destinés à financer un événement privé qui va bénéficier aux entreprises et aux monopoles de la communication. La

FIFA elle-même devrait gagner plus de 3,3 milliards d'euros au Brésil.

La jeunesse, en particulier la jeunesse travailleuse, est le secteur de la société le plus touché par les injustices de la Coupe. La militarisation et la privatisation des espaces publics ont renforcé la ségrégation territoriale et culturelle, ce qui prive les jeunes pauvres de leurs droits en ville. La criminalisation de la pauvreté accélère le massacre de la jeunesse noire de la périphérie. Le tourisme sexuel fait des jeunes femmes, y compris des petites filles et des adolescentes, les principales victimes.

**Une nouvelle génération de travailleurs militants**

Le contraste entre les privilèges de la FIFA, d'une part, et les conditions terribles des services publics et les bas salaires, d'autre part, ont augmenté le mécontentement social. Une nouvelle situation politique s'approfondit au Brésil, suite à celle manifestée lors des journées de juin 2013.

Les manifestations de rue et les meetings contre les injustices de la Coupe de la FIFA ont montré la voie à suivre, et à présent, c'est le tour de la jeunesse travailleuse à entrer en scène et poursuivre l'offensive du mouvement de masses.



Il s'agit de la plus grande vague de grèves depuis 1989, après la chute de la dictature, et d'innombrables secteurs se sont mobilisés et y ont participé : les « garis » (éboueurs de Rio), les ouvriers de la construction, les employés publics, les professeurs et les travailleurs du transport, en particulier les secteurs les plus opprimés et exploités.

L'avant-garde de ces luttes est formée d'une nouvelle génération de travailleurs qui gagne en maturité politique, alors que les vieilles directions opportunistes du mouvement de masse gouvernent encore le pays. Cette nouvelle génération ne porte pas sur ses épaules le poids des défaites passées et peut donc faire une expérience plus rapide avec le Parti des Travailleurs (au pouvoir).

La grève des travailleurs du métro de Sao Paulo fut le symbole le plus important de ce nouveau mouvement. Durant les cinq jours de paralysie du pays, les travailleurs affrontèrent la presse, l'intransigeance du gouvernement de l'État de São Paulo, la direction du métro et la répression policière qui envahissait les stations de métro pour briser les piquets de grève. La grève, déclarée illégale par la Justice, s'est soldée par le licenciement de 42 dirigeants, parmi lesquels des syndicalistes bénéficiant d'une stabilité d'emploi. Les travailleurs ne baissèrent pourtant pas les bras et continuèrent le combat, mettant sur pied une campagne pour la réintégration des travailleurs licenciés par l'entreprise.

### **Une campagne internationale : lutter n'est pas un crime !**

La bourgeoisie brésilienne a profité de la Coupe du Monde pour justifier la répression et la criminalisation des

mouvements sociaux et des luttes populaires. Avec l'excuse de garantir la sécurité de ce méga-événement, une législation d'exception fut promulguée, autorisant les emprisonnements arbitraires et les enquêtes policières contre les militants.

### **Bilan de la grève des travailleurs du métro de São Paulo**

En n'obtenant pas, jusqu'à présent, la réintégration des travailleurs licenciés, dont 11 dirigeants syndicaux du PSTU, nous avons connu une défaite. Mais pour les marxistes, une grève, c'est un tout. Cette grève et toute la campagne autour d'elle, de même que l'expérience faite avec les Tribunaux, la Police militaire et sa brigade de choc, et la presse, ont augmenté le niveau politique des travailleurs, en particulier les agents de sécurité, et leur degré d'organisation.

Les travailleurs de base n'ont pas baissé la tête : il y a une bataille contre les briseurs de grève, le secteur de la manutention reste très fort, des collectes se mettent en place en faveur des licenciés, tous ont marqué leur accord en assemblées pour augmenter leurs cotisations au syndicat afin de payer les salaires des 42 licenciés.

Nous avons réussi à ce que des millions de personnes dans la ville de São Paulo soutiennent la grève et l'ouverture des portiques automatiques. Nous sommes devenus une référence de lutte, à São Paulo et dans le pays, et ce n'est pas rien. Le syndicat n'a pas dit que la grève avait été victorieuse sur le plan des revendications économiques. Il évalue positivement toute la mobilisation et la politisation des travailleurs et de la population.

L'augmentation salariale obtenue fut la plus grande augmentation réelle des six dernières années. Si nous ne savons pas valoriser les bénéfices économiques de la lutte, nous faisons le jeu de l'entreprise et des gouvernements. Nous n'avons pas obtenu ce que nous voulions, une augmentation supérieure, un plan de carrière, etc., mais le travailleur sait apprécier ses conquêtes, même si celles-ci n'ont pas été celles que nous espérions. [...] Avec les travailleurs du métro, nous sommes fiers de la lutte que nous avons menée, du courage, de l'organisation, du travail de base, des assemblées massives et du travail avec la population. A présent nous allons nous retrousser les manches pour obtenir la réintégration des 42 licenciés. Continuons le combat !

*Altino dos Prazeres, Président du Syndicat des travailleurs du métro de São Paulo*

L'Etat brésilien créa de nouvelles dispositions pénales, prévoyant jusqu'à la détention des vendeurs de rue qui voudraient vendre des produits liés au Mondial. Ces « crimes » seraient jugés rapidement par des tribunaux spéciaux,

installés près des stades, réduisant la protection du droit de défense des accusés.

A l'aube de l'ouverture de la Coupe du Monde, ce processus atteignit son point le plus haut. Le 12 juin, la manifestation contre les injustices sociales fut brutalement réprimée. Peu de jours avant, le 9 juin, Murilo Magalhaes, étudiant et militant du PSTU, fut détenu et torturé par la police militaire de l'État de Sao Paulo alors qu'il participait à un meeting de solidarité avec les travailleurs licenciés du métro.

La jeunesse est la cible principale des gouvernements et des autorités brésiliennes. Les centaines de militants licenciés, prisonniers, et aujourd'hui sous le coup d'une enquête, ont entre 20 et 30 ans. Ce sont des travailleurs et des étudiants, en particulier des dirigeants de mouvements sociaux, qui sont victimes de la police et de la Justice.

Le meilleur exemple de cette escalade répressive est l'accusation portée aux leaders du Bloc de Luttes de la ville de Porto Alegre, dans l'État de Rio Grande do Sul. Quatre jeunes ont été injustement inculpés, entre autres, pour formation de milice privée et dégradations du patrimoine public. Matheus Gomes, militant de la jeunesse du PSTU et de l'Assemblée Nationale des Etudiants-Libre (ANEL) est l'un des leaders inculpés.

Le PSTU brésilien et la LIT appellent le mouvement de masse de toute l'Amérique latine et du monde, en particulier les mouvements étudiants et les organisations de jeunes, à construire avec nous une large campagne

internationale contre la criminalisation des mouvements sociaux dans notre pays. Organisons des actions de solidarité pour exiger la fin des enquêtes policières, des emprisonnements et des licenciements. Lutter n'est pas un crime ! ■



# NON à la nouvelle agression d'Israël contre les Palestiniens !

Ces derniers jours, nous sommes témoins d'une nouvelle escalade de violences de l'Etat sioniste d'Israël contre le peuple palestinien. Cette fois, c'est la séquestration et l'assassinat de trois jeunes israéliens, dont les corps furent retrouvés en Cisjordanie, qui a mis le feu aux poudres.

Jusqu'à présent, aucune organisation palestinienne n'a revendiqué le triple assassinat, alors que le gouvernement israélien l'a imputé à l'organisation du Hamas et l'a utilisé comme excuse pour lancer une forte répression contre les Palestiniens de Jérusalem et de Cisjordanie, ainsi qu'une offensive militaire – y compris des bombardements intenses – sur la bande de Gaza, gouvernée par le Hamas. En

même temps, il y a eu de nombreuses attaques contre des Palestiniens, de la part de groupes de civils supposés israéliens. Parmi elles, on compte l'assassinat d'un jeune Arabe de seize ans, dans le quartier de Shuafat de Jérusalem. Suite à cet assassinat, il y a eu des affrontements entre des habitants de Shuafat et l'armée israélienne. En outre, un groupe de colons juifs a incendié la grange de moutons d'un Palestinien, Fadi Basim Bani Jabir, dans le village de Aqabra, au sud de la ville cisjordanienne de Naplouse, en y laissant le message : « vengeance par le sang ».

A cela s'ajoute le fait que les soldats israéliens avaient déjà assassiné deux jeunes Palestiniens, à Hébron et dans le camp de réfugiés de Jenin, sous prétexte de « résistance lors de la détention », et qu'ils ont détenus des dizaines de personnes et démoli de nombreuses maisons de soi-disant « suspects ». Parallèlement à cela, l'aviation a lancé plus de trente attaques aériennes sur la Bande de Gaza, et le Premier ministre

de la violente expulsion de centaines de milliers de Palestiniens de leurs terres, les condamnant ainsi à l'exil.

Depuis lors et jusqu'à aujourd'hui, l'histoire d'Israël fut d'une agression et d'une répression permanentes contre ce peuple et contre l'ensemble des peuples arabes, comme le démontrent les attaques incessantes à Gaza ou la création du Mur de la Honte qui entoure et isole la Cisjordanie. Depuis lors aussi,

le peuple palestinien n'a cessé de revendiquer son droit à la récupération de son territoire usurpé et au retour des exilés, qui se comptent actuellement par millions.

En ce sens, la seule solution réelle, face à la situation de conflit permanent dans la région, est la construction d'une Palestine unique, libre,

laïque, démocratique et non raciste, dans l'ensemble du territoire historique de la Palestine. A cette Palestine, sans murs ni camps de concentration, pourraient retourner les millions de réfugiés qui furent expulsés de leurs maisons, et qui pourraient y cohabiter avec tous les juifs qui acceptent de vivre en égalité de droits et en paix. Pour y arriver, la destruction complète de l'Etat nazi-sioniste d'Israël sera absolument nécessaire, un Etat qui, de par son origine et son essence, est la principale cause du conflit. ■

Alejandro Iturbe  
3 juillet 2014



d'Israël, Benjamin Netanyahu, a déclaré que « l'offensive dans les zones palestiniennes pourrait encore s'intensifier ».

**Nous répudions cette nouvelle agression de l'Etat sioniste d'Israël contre le peuple palestinien et nous appelons à réaliser une intense campagne internationale pour stopper ces attaques. Nous manifestons, une fois de plus, toute notre solidarité et notre appui aux Palestiniens.**

Cependant, il est nécessaire d'analyser le problème de fond. L'Etat d'Israël fut créé en 1948 comme une enclave militaire impérialiste au Moyen-Orient, sur base de l'usurpation d'une grande partie du territoire palestinien historique et

## Résistance, résistance jusqu'à l'indépendance !